

Génocide ! A la demande de l'Allemagne et de la Suède, l'UE réduit l'aide alimentaire aux plus démunis !

Agora Erasmus reprend ici l'article paru sur le site www.solidariteetprogres.org le 22 juin 2011.

Après la décision prise à Bruxelles, l'histoire risque de retenir que l'Empire romain, en offrant gratuitement du pain et des jeux aux plus démunis de Rome, montrait bien plus d'humanité que l'Union européenne en 2011.

En effet, alors qu'à Paris, lors du G20 agricole, nos ministres de l'Agriculture se révèlent incapables de museler la spéculation sur les denrées alimentaires, à Bruxelles, la Commission européenne a décidé lundi de réduire massivement l'aide aux Européens souffrant de faim et de sous-alimentation. Alors qu'en quelques heures on trouve des milliards d'euros pour renflouer sans conditions les banques du cartel Inter Alpha, le budget annuel du PEAD (Programme européen d'aide aux plus démunis) est amputé brutalement en passant d'environ 500 millions d'euros à 113, une baisse de 80% !

En 1986, frappée par un hiver particulièrement rude, l'UE décide d'utiliser une partie des « *stocks d'intervention* » agricoles pour approvisionner d'urgence les banques alimentaires et les associations qui se dévouent à distribuer cette aide aux plus démunis, politique qui fait alors écho à la politique d'Henry Wallace, le ministre de l'Agriculture de Franklin Roosevelt, inventeur du système des *food stamps* dont dépendent aujourd'hui 44,5 millions d'Américains.

Faire appel aux stocks d'intervention pour nourrir les plus pauvres deviendra partie intégrante de la politique agricole commune (PAC). Cependant, depuis lors, la finance folle, pour qui une bonne pénurie est toujours une belle occasion pour spéculer, a fini, en imposant des réformes libérales de la PAC, par faire disparaître les stocks. Comme résultat, l'Union européenne, dépourvue de surplus agricoles, a reconverti son aide en subvention purement financière tout en spécifiant qu'elle devrait servir à acquérir des produits agro-alimentaires au sein de l'UE. Ainsi, 13 millions d'Européens, dans 19 des 27 pays membres de l'UE, reçoivent une aide alimentaire de 500 millions d'euros (1% du budget de la PAC), via le programme européen. Les ayants droit sont des SDF, des populations à risque, des enfants, des vieillards, des parents isolés, des invalides et des personnes souffrant de maladies graves.

Récemment, la Suède et l'Allemagne de Mme Merkel ont déposé une plainte devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) au Luxembourg afin de faire supprimer les subventions européennes. Pour ces deux pays, il ne s'agit là que d'une aide « *purement sociale* » ayant « *perdu tout lien avec la PAC* » et enfreignant les principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ! Par conséquent, l'aide alimentaire tombe dans le domaine des prérogatives des Etats et non de celles de l'Union, comme le reconnaît, par son jugement du 13 avril 2011, la CJUE. Barroso et la Commission, en attendant de pouvoir présenter une alternative, auraient pu faire opposition à la décision de la Cour. Ils ne l'ont pas fait, d'où la décision scandaleuse de lundi.

Les banques alimentaires et les associations n'ont pas tardé à réagir à cette décision car l'aide de l'UE représente souvent 50% de leurs propres budgets. Selon eux, DEUX MILLIONS d'Européens pourraient être privés d'aide alimentaire suite à cette décision. Le tollé est général et d'ores et déjà, des pétitions fleurissent sur internet. En France, l'aide devrait être divisée par cinq, passant de 78 millions à 15,9 millions d'euros. Qualifiant cette coupe d'« *intolérable* », les Restos du Cœur en ont appelé « *à la responsabilité du Conseil européen* ». Pour l'association, cette aide représente 23% des produits distribués chaque jour à 850 000 personnes. Même constat au Secours Populaire pour qui 517 000 personnes « *ne pourront plus accéder aux produits alimentaires* ».

Hier, prenant la parole au Parlement européen, le député socialiste belge Marc Tarabella ne cachait pas sa colère : « *Quand on sait que 43 millions d'Européens sont concernés par la pauvreté alimentaire et que 80 millions vivent sous le seuil de pauvreté, on peut parler d'une véritable catastrophe. Quelle amertume aussi de constater que quand il faut aider les banques et le secteur financier, l'argent est vite trouvé mais quand il s'agit d'épauler les hommes, le citoyen lambda, celui qui ne finit pas le mois, l'argent vient à manquer* », a indiqué le député particulièrement remonté contre cette décision.

Pour conclure, disons haut et fort que seul le rétablissement de la Loi Glass-Steagall permettra de castrer la spéculation et de renflouer... les banques alimentaires !

Pour nous contacter : agora.erasmus@gmail.com

